

Monsieur le Président de la République

Palais de l'Élysée,
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 23 mars 2020

LE SECRETARIAT GENERAL

Réf. 2020/03/71 DBi/DBe/DBa/NC

OBJET : Lettre ouverte au Président de la République

Monsieur le Président de la République,

Devant la crise grave qui déborde aujourd'hui l'ensemble de notre système de santé, l'heure n'est pas aux polémiques stériles mais à l'urgence. Cependant dans toute guerre ou crise grave, il importe aussi d'analyser et de comprendre les raisons de la situation vécue pour en tirer le moment venu les décisions indispensables. Même si les causes sont anciennes, vous êtes par définition celui qui en aura la première responsabilité politique et il conviendra de ne pas se tromper en écoutant et en tenant compte de ce que vivent et pensent le personnel hospitalier et ses représentants.

Infirmiers de formation, militants syndicaux, nous avons exercé ou exerçons des mandats de représentant des personnels au sein de la Fédération Force Ouvrière des Personnels des Services Publics et des Services de Santé pour laquelle nous avons assumé ou assumons les fonctions de Secrétaire Général. À ce titre, nous pouvons témoigner des évolutions de notre système de santé pour lequel nous militons depuis plus de 30 ans.

Le spectacle du terrible désarroi de notre organisation de soins face à l'épidémie du coronavirus nous met aujourd'hui en colère. A l'heure où « *le destin frappe* », notre pays, (pourtant prompt à vanter l'excellence de son système de soins) peine à faire face vite et bien à ce que la 6^{ème} puissance économique mondiale se doit de prévoir : une « crise sanitaire ».

Oui, cette épidémie de covid19 était une éventualité face à laquelle nous aurions dû être prêts.

Oui, nous payons très cher trois décennies d'erreurs en matière de politique de santé publique, d'« économies » réalisées sur le compte de la santé des usagers, des structures de soins - notamment les hôpitaux publics, des structures médico-sociales - et des professionnels. Nous savions qu'un système de santé calqué peu ou prou sur l'entreprise, est absurde et mortifère. Et nous ne serions pas dans un tel marasme si l'attention avait été portée sur l'anticipation des besoins plutôt que sur la maîtrise à tout prix des budgets.

Avec cette épidémie, la pénurie endémique de personnels et de moyens sur laquelle nous alertons depuis tant d'années s'expose aux yeux de tous, en termes de manque criant de lits de réanimation, de respirateurs, de masques, de protections, de gel hydro-alcoolique, de tests de dépistage...

Le véritable état de notre système de santé ne peut plus être dissimulé sous le tapis et les difficultés pour y faire face coûtent et coûteront malheureusement encore bien des vies.

Nous sommes en colère parce que nous ne sommes pas étonnés : la situation épidémique s'ajoute seulement au manque ordinaire de moyens. Il y a longtemps que l'Hôpital et la médecine de ville manquent de ce qui fait la base d'une organisation de soins « normale ».

Cela fait 30 ans que nous tirons la sonnette d'alarme. Avec nos prédécesseurs, nous n'avons eu de cesse de militer contre les choix de politiques de soins qui n'ont fait qu'affaiblir notre système de santé et ce, alors que des personnels se mobilisent sur tout le territoire.

Cela fait 20 ans que nous dénonçons le mauvais sort réservé à l'offre de soins et à l'organisation globale de l'hôpital, aux personnels (pénurie organisée, manque d'anticipation des départs en retraite, détérioration des conditions de travail, formations incohérentes et/ou déficientes).

Cela fait 10 ans que nous alertons sur l'impact de ces politiques quant à la qualité des soins, et des prises en charge.

Nous nous sommes très souvent opposés à ces choix, non par idéologie (pourtant le reproche nous en a été fait régulièrement), mais sur la base des remontées du terrain et des analyses des professionnels. Nos propositions, nos revendications n'ont jamais perdu de vue l'intérêt général, d'autant que nous sommes viscéralement attachés à la République sociale.

Notre propos ne vise pas à faire la promotion de notre organisation car, en toute humilité, nous reconnaissons que bien d'autres ont également multiplié alertes, combats, mobilisations.

Nombreux ont été les hauts fonctionnaires (même de très hauts fonctionnaires, grands serviteurs de l'État (en off !!)), directeurs d'hôpitaux, de CHU, de structures sociales et médico-sociales, médecins et professeurs à nous encourager, soutenir et même susciter nos analyses, nos démarches, nos actions.

Nous pouvons témoigner qu'en 30 ans il y a eu des centaines d'interventions auprès des Présidents de la République, des Ministres de la santé et de leurs services qui se sont succédé pour leur expliquer, dénoncer les conséquences concrètes de leurs choix, exiger des évaluations, des correctifs, des renoncements. Les Préfets, les DDASS, DRASS, ARH, ARS, DH, DHOS, DGOS¹, etc. ont reçu des centaines de délégations de personnels et de leurs représentants leur expliquant, les alertant, dénonçant les conséquences de ces choix au plus près du terrain, au quotidien. Nous avons organisé des colloques, des conférences, produit des écrits.

Combien de mobilisations, de grèves, de manifestations, de courriers aux élus, aux parlementaires, pour le maintien de tel hôpital de proximité, de tel service d'urgences, de telle maternité, de tels services de MCO (Médecine, Chirurgie, Obstétrique) ; contre ces restructurations incongrues qui, à chaque fois, suppriment des moyens, des lits, des postes ; contre ces modes de financement qui ont asphyxié petit-à-petit tous nos hôpitaux ?

Nous n'osons imaginer ce qu'il serait advenu de notre système de santé sans ces manifestations de résistances...

Malgré cela, depuis 30 ans, l'objectif est resté le même : soigner moins cher plutôt que mieux.

¹ DDASS : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, DRASS : Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, ARH : Agence Régionale de l'Hospitalisation, ARS : Agence Régionale de la Santé, DH : Direction des Hôpitaux, Direction des Hôpitaux et de l'Organisation des Soins, Direction Générale de l'Organisation des Soins.

Si chacun y est allé de sa loi pour sauver le système de santé et les hôpitaux, aucun bilan n'a été tiré des réformes hospitalières de 1991, des Ordonnances de 1996, de la Loi relative à la politique de santé publique de 2004, du Plan Hôpital 2007, de la Loi Hôpital Patients Santé Territoire de 2009, de la Loi de modernisation du système de santé de 2016, de la loi relative à l'organisation et la transformation du système de santé de 2019 pour ne citer que les principales.

Il n'y a eu aucune évaluation du principe de « l'enveloppe fermée » en matière de financement de la sécurité sociale et des hôpitaux.

Il y aurait tant à dire ! Où sont les bénéficiaires de la mutualisation des moyens prônée par les Groupements Hospitaliers de Territoires, les coopérations publiques/privées, du tout ambulatoire, etc. ? Que dire des dégâts causés par la T2A², ultime outil de la gestion comptable des établissements par une régulation prix/volume, empêchant les établissements de fonctionner « normalement » et pire en obérant les investissements vitaux pour l'avenir.

Aujourd'hui, nous nous réveillons avec « la gueule de bois » !

Les personnels soignants sont les héros de cette guerre engagée contre le covid-19. Cette rhétorique guerrière, qui a le mérite de faire prendre conscience de la gravité de la situation, expose aussi implacablement les conséquences d'une politique qui considère la Santé, ses structures, ses personnels comme une charge, une dépense, une variable d'ajustement. Une telle politique constitue un déni délibéré de ses effets ravageurs sur la population et notamment les plus faibles, souvent hospitalisés en psychiatrie, placés en EHPAD ou en structures spécialisées pour divers handicaps. Hospitalisés ou hébergés 24h/24 et bien souvent 365 jours par an, ces personnes, se retrouvent confinées sans visites. Les personnels soignants ou éducatifs qui sont leur seule « ressource », risquent de les contaminer faute d'équipements nécessaires. Inutile de se cacher derrière son petit doigt : ceux-là ne seront pas prioritaires quand il faudra sélectionner les personnes admises en réanimation.

Quel désarroi pour ces professionnels !

Monsieur le Président, vous avez déclaré le 16 mars 2020 devant 37 millions de téléspectateurs : *« Nous sommes en guerre. La Nation soutiendra ses enfants qui, personnels soignants en ville, à l'hôpital, se trouvent en première ligne dans un combat qui va leur demander énergie, détermination, solidarité. Ils ont des droits sur nous. Nous leur devons évidemment les moyens, la protection. Nous serons là. Nous leur devons des masques, du gel, tout le matériel nécessaire et nous y veillons et veillerons. »*

Deux semaines après, nous sommes encore très loin du compte et cela provoque une énorme colère, car beaucoup parmi lesquels les professionnels de santé au contact des malades, sont déjà ou vont être contaminés quand cela aurait pu, aurait dû, être évité.

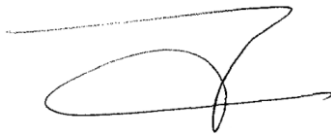
Monsieur le Président, vous avez déclaré le 12 mars 2020, vouloir « tirer les leçons du moment que nous traversons », « que la santé gratuite sans conditions de revenu, de parcours ou de profession, et notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe ».

² Tarification à l'activité.

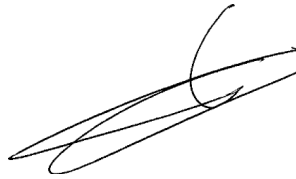
Ces constats, ces projets arrivent avec 30 ans de retard. Nous souhaitons qu'ils ne mettent pas 30 ans à devenir réalité, nous ne l'accepterions pas... Il y a aujourd'hui et son urgence, il y aura un après où aucune excuse budgétaire ne sera admise par aucun de nos concitoyens, aucun des professionnels.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre profond respect.

Didier BERNUS



Denis BASSET



Didier BIRIG³



³ Les trois derniers secrétaires généraux de la Fédération FORCE OUVRIÈRE des Personnels des Services Publics et des Services de Santé. Didier BIRIG est l'actuel secrétaire général, Denis BASSET l'a été de 2016 à 2019, Didier BERNUS de 2008 à 2016.